

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81) — LE BUDGET

M. Jim Peterson (Willowdale) propose:

Que de l'avis de cette Chambre le budget est, pour reprendre l'expression du whip en chef du gouvernement, «une honte».

— Monsieur le Président, je commencerai par dire que les députés de notre parti feront des interventions de 10 minutes seulement.

Il est très facile d'être d'accord avec le whip en chef du gouvernement pour dire que le budget du gouvernement est une honte. J'espère que le whip en chef sera ici pour participer au débat et ajouter sa voix à la nôtre. Nous sommes impatients de le voir se ranger de notre côté lors du vote de ce soir à la Chambre.

Comme nous n'avons pas encore eu l'occasion de l'entendre expliquer plus en détail pourquoi ce budget lui paraît honteux, je vais tâcher de l'expliquer moi-même. Ce budget finira peut-être par passer à l'histoire comme le document qui a décrit le déclin et la chute de l'économie canadienne. L'indice le plus évident de la médiocrité du budget tient au fait que nous avons aujourd'hui au Canada un taux officiel de chômage de 11 p. 100 dont le budget prédit qu'il baissera l'an prochain à 10,8 p. 100 seulement. Le budget est dénué d'espoir et de stratégie pour remettre les Canadiens au travail et relancer notre économie.

L'avenir de notre pays comme société à salaire élevé est aujourd'hui incertain. Comme nous l'avons vu, Statistique Canada a révélé que le niveau de vie de la famille canadienne moyenne était tombé aujourd'hui au niveau où il était en 1976. Nous avons entendu les paroles de mise en garde d'un ancien sous-ministre des Finances du gouvernement actuel, Mickey Cohen, qui a dit: «Nous sommes peut-être une société à salaire élevé, mais le défi à relever aujourd'hui consiste à veiller à ce que nous ne devenions pas une société de chômeurs.» Ainsi donc, à cause de ces défis auxquels nous sommes confrontés mais auxquels le budget ne s'est pas attaqué, ce dont je parlerai plus longuement, le budget est une vraie honte.

• (1025)

Voyons quel héritage les conservateurs laissent aujourd'hui aux Canadiens. Depuis 1989, l'aptitude du Canada à soutenir la concurrence mondiale nous a fait glisser de la quatrième place à la onzième. Depuis 1988, le Canada a perdu 16 p. 100 ou 350 000 de ses emplois

Les crédits

dans le secteur manufacturier. Nous les avons perdus à un rythme deux fois plus rapide qu'aux États-Unis.

Peut-être plus alarmant encore, depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en 1984, la productivité du secteur manufacturier canadien a augmenté à un rythme équivalent aux deux tiers de celui des autres pays du G-7, tandis que depuis 1980, selon de récentes études de la Banque du Canada, notre productivité dans le même secteur a baissé de 25 p. 100 par rapport à celle des États-Unis.

Au chapitre maintenant de l'espoir pour les jeunes Canadiens, le Canada affichait en 1984 dans le secteur de la technologie de pointe un excédent commercial d'un milliard de dollars qui s'est transformé en un déficit de 30 milliards. Où vont les emplois du secteur de la technologie de pointe? Ils ne se trouvent pas ici au Canada pour les jeunes gens que nous sommes en train de former.

Si l'on fait ainsi face à un avenir économique très sombre, à en juger par les faits que j'ai relevés, c'est en partie parce que le gouvernement actuel a poursuivi dans son dernier budget les politiques qu'il a mises en oeuvre tout le long de son histoire. Il a été obsédé par la dette, mais il n'a vraiment pas réussi à maintenir nos déficits annuels sous la barre des 30 milliards de dollars depuis son arrivée au pouvoir, même si c'était là le principal élément de son programme. Nous avons eu droit au contraire à une politique de taxes et d'impôts élevés, de taux d'intérêt élevés et de cours élevé du dollar, conçue pour éliminer complètement l'inflation de notre économie, même si cela devait nous coûter des emplois et paralyser la croissance.

Le gouvernement actuel ne s'est pas rendu compte que le seul moyen de réduire le déficit était de hausser le revenu des Canadiens, de faire en sorte qu'ils ne soient plus des chômeurs ou des assistés sociaux et qu'ils deviennent des contribuables. Il a choisi au contraire de saigner le pays à blanc. Il ne se rend pas compte que s'il remettait au travail tous les chômeurs et tous les assistés sociaux, il disposerait d'un montant supérieur aux quelque 30 milliards de dollars dont il a besoin pour combler son déficit annuel.

Le Canada n'est pas sans espoir malgré ce que les conservateurs lui laissent en héritage. Il ne sera pas facile d'inverser notre déclin économique. Je vais proposer aujourd'hui un certain nombre de mesures à longue échéance qui exigeront dès maintenant des investissements dont nous récolterons plus tard les fruits, ainsi que d'autres mesures à court terme.

D'abord, le budget ne traite pas de la question de l'éducation. Il faut pourtant se pencher sur la question des normes nationales en matière d'éducation et de tests.